



LINGUE D'EUROPA E DEL MEDITERRANEO

Collana coordinata da Giovanni Agresti e Henri Giordan

20

Sezione V

Analisi del discorso

diretta da Giovanni Agresti

Direttori

Giovanni AGRESTI

Henri GIORDAN

Comitato scientifico

Alain ALCOUFFE

Michele DE GIOIA

Fernand DE VARENNES

Paola DESIDERI †

Alain DI MEGLIO

Enrica GALAZZI

Annarita MIGLIETTA

Alberto SOBRERO

Tullio TELMON

Classificazione Decimale Dewey:

301.3 (23.) AMBIENTE UMANO E ECOLOGIA GENERALE

DISCOURS ENVIRONNEMENTAUX

CONVERGENCES ET DIVERGENCES

Sous la direction de

YANNICK HAMON

PAOLA PAISSA

Préface de

GIOVANNI AGRESTI



aracne

Volume publié avec le concours du Département DSLCC
Université Ca' Foscari, Venise et de l'Association Do.Ri.F-Université
(Documentazione e Ricerca per l'insegnamento del Francese)

Avec le patronage du Dép. ESOMAS – Université de Turin et de l'Association SUSLLF
(Società per gli Studi di Lingua e Letteratura Francese)

Avec le patronage de :



*Réseau de recherche
néo-aquitain sur les
francophonies*



*Réseau international
Populations, Cultures,
Langues et Développement*



ISBN
97-12-218-0776-9

PREMIÈRE ÉDITION
ROME 29 JUIN 2023

Table des matières

Préface	7
Giovanni Agresti	
Introduction	15
Yannick Hamon, Paola Paissa	
Partie I Environnement et réchauffement climatique	
Laurence Vignes	
<i>Réchauffement climatique, risque d'accident : le discours dissonant des instances nucléaires françaises</i>	33
Anneliese Depoux, François Gemenne, Olivier Aïm	
<i>Le changement climatique au regard de la crise de la Covid. Croisements narratifs et intersections pragmatiques</i>	49
Erica Lippert	
<i>Discours écologiques médiatiques : l'exemple de la communication présidentielle française sur le Mont-Blanc</i>	63
Partie II Discours environnementaux sur les médias numériques	
Francesco Attruia, Stefano Vicari	
<i>Polémiques et propos haineux dans les mèmes Internet autour de Greta Thunberg</i>	77
Laura Santone	
<i>À vélo entre politique, publicité et web : co-construction du sens et responsabilité collective</i>	101
Claudia Cagninelli	
<i>Qu'en est-il de la question écologique face à la covid 19 ? Positions et stratégies communicatives sur Twitter</i>	117
Sandrine Reboul-Touré	
<i>Biodiversité et blogs de vulgarisation scientifique : des discours hybrides pour la transmission des connaissances</i>	141

Partie III | Discours des organisations

Florimond Rakotonnoelina

*Transtextualité sur les sites des organisations non gouvernementales
environnementalistes : stratifications et maillages discursifs de l'information ..* 161

Élodie Vargas

*Publicités greenwashing vs discours environnementaux : quelles
convergences, quelles divergences ?* 179

Sandrine Graf, Albin Wagener

*Un moteur pour l'innovation : l'environnement comme ressource symbolique
mesurable dans le discours corporate des entreprises* 201

Jana Altmanova, Sarah Pinto

*Les discours des associations contre le réchauffement climatique : discours
d'adhésion et d'exhortation à l'action* 223

Mise en perspective pluridisciplinaire

Lionel Charles

*L'environnement irrésolu : socio-épistémologie des questions environnementales et
de leurs itinéraires discursifs et sociaux* 239

Préface

Giovanni Agresti, Université Bordeaux Montaigne
Università degli Studi di Napoli « Federico II »

Le tournant climatique-environnemental vient perturber les sphères sociale, économique, culturelle... et convoque plus d'un enjeu discursif. En effet, la manière d'affronter ce tournant – dont l'urgence aura fini par s'imposer dans nombre d'agendas gouvernementaux – est largement déterminée par des choix civilisationnels qui, pour avoir à être à la fois radicaux et consensuels (y compris lorsqu'on opte pour l'inaction), doivent être soutenus par une démarche pédagogique et argumentative. Il s'agit d'accompagner, (dé)légitimer, justifier (ou, au contraire, entraver), faciliter, rendre (in)concevables ou (in)opportunes des décisions souvent difficiles ou peu populaires précisément à travers des discours adressés (de par en haut, de par en bas ou à mi-palier) à la communauté – des citoyens, des consommateurs, des décideurs, des clients, des contributeurs, etc., en fonction de tel ou tel cadre d'interaction.

Pour l'analyste du discours il est question de démêler ces stratégies discursives, de toujours les mettre en contexte et en perspective, afin d'ôter ou à tout le moins relativiser toute surenchère idéologique. Il pourra ainsi contribuer, autant que possible, à faire prendre les décisions les plus pertinentes et avantageuses pour la collectivité – présente et future – en renfort d'autres expertises (physiciens, ingénieurs, climatologues, démographes, etc.). Il y a là, en toile de fond, la raison d'être du présent volume et sa portée, qui va bien au-delà des sciences du langage *stricto sensu*.

Le programme est vaste. Il est néanmoins particulièrement stimulant. Les « discours environnementaux », par la nécessité du dépassement du *statu quo* qu'ils sous-tendent, montrent jusqu'à quel point « dire, c'est faire » (Austin 1962) : la linguistique matérialiste – des actes de langage à la praxématique, à la linguistique configurationnelle... – est convoquée et mise en tension par l'urgence des urgences, à savoir la maintenance et la protection de la « maison commune » (Francesco 2015), qui exigent des concertations à l'échelle aussi bien locale que régionale et globale. Cette tension révèle à la fois le potentiel linguistique de manipulation et transformation de la réalité (Lafont 1978) et le fréquent échec du discours environnemental lors du passage à l'acte : l'« inaction climatique », celle qui

n'est pas délibérément choisie (v. *supra*), n'est telle que parce qu'elle n'est pas à la hauteur du discours ambitieux qui l'avait précédée.

C'est pourquoi aborder les discours environnementaux présente, pour nos disciplines, au moins un double intérêt, social et théorique :

- a) d'une part, il était temps que le linguiste « [fasse] signe » (Agresti 2018) et se mêle aussi des grands enjeux de société, bien entendu par les outils et la finesse réflexive qui sont les siens. « Se mêler » signifie ici non seulement mener et restituer une analyse intellectuellement honnête, rigoureuse et exigeante, mais également prendre la parole dans le débat public ;
- b) d'autre part, il fallait revenir, pour l'approfondir moyennant des empiries, sur un questionnement théorique décidément complexe : dans quelle mesure la capacité d'articuler le dire et le faire (Lafont 1990) peut-elle éclairer autrement la nature de la langue (puissance) et du discours (acte) ? Si l'on accepte en général que, dans le sillage de la philosophie zen, le mot n'est pas la lune, mais le doigt qui l'indique, quel traitement scientifique réserver au hiatus qui sépare le mot de la chose, le doigt de la lune¹ ? Sommes-nous vraiment à l'extérieur du langage, ou bien ce hiatus est-il constitutif de tout ce que nous faisons en langue et en discours ?

Au moins deux failles contribuent à compliquer la donne et à rendre cette séparation particulièrement floue et piégée : on ne saurait réduire la formidable complexité du système environnemental à des formules ou des schémas, à des tendances en quelque sorte linéaires ou régulières que l'on pourrait encadrer discursivement de manière sûre, stable. Par ailleurs, aborder le dossier du tournant climatique-environnemental mobilise inéluctablement le facteur temporel, que ce soit vers l'avenir (concernant, par exemple, l'augmentation de la température moyenne ou la manière de léguer les écosystèmes aux nouvelles générations), ou alors en termes de rétrospection permettant de prendre la mesure de l'intensité du changement (fonte en diachronie des glaciers, augmentation du niveau de la mer ou de la concentration de CO₂ dans l'air, etc.). La diversité géo-sociale et économico-politique ainsi que la distance temporelle font de ce hiatus entre les mots et les choses, les représentations et les réalités, les

¹ Ailleurs, nous avons parlé, à ce sujet, d'« aberration physiologique » (Agresti 2021).

aspirations, les réalisations et les résultats, les propos et les actions, un terrain où se jouent plusieurs conflits idéologiques et où se mesurent et évaluent le sérieux et l'efficacité des politiques publiques.

Sur ce terrain de combat, le facteur temps semble jouer le rôle décisif. Le « tournant climatique-environnemental »² suggère en effet une discontinuité dans l'histoire, une rupture, un changement brusque. Mais cette discontinuité a une double face :

- 1) d'une part, le changement peut être *subi*. Il est donc envisagé, en discours, comme inéluctable (« en 2050 nous serons 10 milliards sur Terre » ; « il faut désormais s'adapter au dérèglement climatique », etc.) ;
- 2) d'autre part, le changement peut être plutôt proactif, *choisi*.

Dans le premier cas, le paradigme économico-centrique dominant, consumériste, dont la perdurance peut s'expliquer aussi par ce que nous avons ailleurs appelé le « complexe de Dom Juan » (Agresti 2021)³, n'est pas vraiment remis en question. Le trafic aérien va sans doute doubler d'ici 2030, mais on compte réaliser des avions électriques, soi-disant moins polluants pour limiter les émissions ; par ailleurs, on compte sur l'intelligence artificielle pour endiguer les dégâts du dérèglement climatique, sans pour autant en affronter les causes profondes... et ainsi de suite. Le progrès technologique, faussement décentralisateur, est au service du maintien du paradigme dominant : le premier outille le second pour l'adapter aux multiples crises contemporaines, pas pour le révolutionner. La sacralisation de la technologie numérique fait le reste : tout progrès technique est, de manière diffuse, présenté comme un progrès tout court, et est par là largement à l'abri de toute critique foncière.

Ce paradigme rejette toute tentative de remise en question philosophique, éthique (remise en question qui fonde, à l'opposé, le changement choisi), et ce, bien entendu, par des réflexes discursifs : « consommer moins », « moins

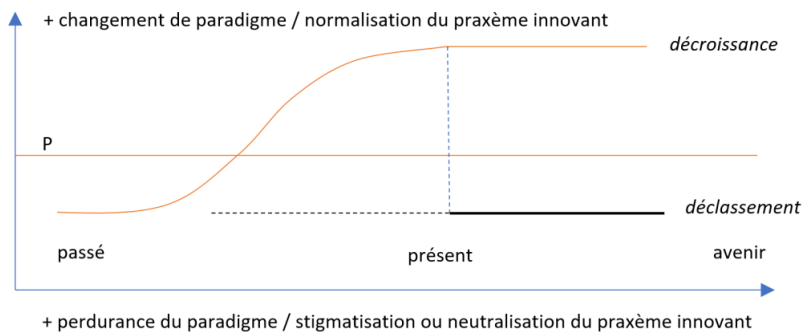
² C'est nous qui proposons cette formulation, qui permet de tenir ensemble plusieurs volets du même dossier de la crise écologique.

³ Chez Molière, le personnage de Dom Juan reporte toujours à plus tard le changement de conduite de vie, sans se soucier du salut de son âme. Il ne nie pas le danger qui est au bout du chemin : incapable de se projeter dans le temps, il est plutôt prisonnier de la routine et de la jouissance du présent.

de mobilité », « plus de sobriété énergétique »... sont autant de propos, d'incitations au changement que l'on stigmatise aisément au nom du rejet du « déclassement » – praxème très français dont il n'est pas toujours aisé de trouver d'équivalent exact dans d'autres langues et qui fait référence, à terme, à la peur du changement de style de vie d'une génération à l'autre (Eckert 2014). Ce praxème suscite le fantasme de l'échec, de la régression, de l'inversion du progrès ascensionnel ; de la faillite sociale, civilisationnelle, mais aussi – et sans doute d'abord – la peur de la marginalisation individuelle.

Or, nous croyons lire dans l'élargissement actuel des acceptions de « déclassement » dans le débat public français un phénomène considérable non seulement du point de vue sémantique mais également discursif. Ce phénomène pourrait servir d'indicateur pour mesurer précisément la perdurance (ou résistance) du paradigme dominant face aux tentatives de remise en question. En effet, « déclassement » semble entrer en dialectique avec « décroissance », et ce précisément à l'heure où ce dernier praxème, après une phase de rupture, à contre-courant, aux allures d'un « pari » (Serge Latouche 2006), semble se normaliser progressivement dans le discours public⁴. L'hypothèse que nous émettons est schématisée dans la Fig. 1 :

Fig. 1 – Hypothèse : la perdurance du paradigme dominant (consommériste) à l'épreuve de la normalisation du praxème « décroissance »



⁴ Que l'on songe aux nombreuses interventions publiques, en France, de Jean-Marc Jancovici affirmant que la décroissance a déjà commencé. Un propos particulièrement approfondi date du 2 novembre 2022, lors d'une audition devant la commission d'enquête demandée par le groupe LR de l'Assemblée nationale dans le but d'« établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France » : <https://www.youtube.com/watch?v=851Q-nPNx7I> (dernier accès le 23 mars 2023).

Dans cette figure, P représente le paradigme consumériste dominant, une ligne dont l'horizontalité est toujours plus menacée par plusieurs « crises » (économique, environnementale, sociale) mais qui parvient normalement à se maintenir relativement stable grâce à son caractère réactionnaire et intégrateur de ces mêmes crises via des stratégies discursives adaptées (du *greenwashing* au scepticisme/négationnisme climatique ; de l'hyperbole ou caricature délégitimant tout paradigme alternatif à la récupération politique, etc.)⁵. La seule vraie menace pour P pourrait venir d'un nouveau paradigme fortement consensuel, altermondialiste (pôle supérieur), porté en l'occurrence par la notion de « décroissance », praxème intrinsèquement transformateur⁶ qui se culturalise et normalise progressivement à travers les trois temps du passé, du présent et de l'à-venir. Ainsi, lorsque « décroissance » commence à se banaliser dans le débat public, à être en quelque sorte accepté (voir *supra*)⁷, on peut imaginer que la remise en cause de P devient enfin réellement possible – P étant fondé, entre autres piliers idéologiques, sur le dogme de la croissance illimitée. Or, comme tout paradigme dominant, P se protège en fabriquant lui-même les antidotes à sa remise en cause. C'est pourquoi, à l'heure où la société (française, en l'occurrence) semble commencer à accepter la possibilité d'une décroissance économique, la résistance de P exige une nouvelle culturalisation du praxème « déclassement », jadis lié à la peur de la marginalisation sociale⁸ et aujourd'hui, nous semble-t-il, de

⁵ Exemple de discours caricatural, démesuré, délégitimant la sobriété des styles de vie : « personne n'a envie de revenir au Moyen-Age ». Nous avons détaillé ailleurs ces stratégies discursives (Agresti 2021).

⁶ Que l'on songe à la valeur du préfixe « dé- », d'origine latine (*dis-*), marquant le début d'un processus contraire au *statu quo* (décolonisation, décroissance, déstabilisation...)

⁷ Ce n'est pas le cas, à notre sens, de « récession », qui garde une acception fortement négative. Des analyses de grand corpus, en synchronie et en diachronie, confirmeront ou infirmeront ces hypothèses.

⁸ « Un spectre hante la société française : le déclassement. Le concept est assez riche pour designer des phénomènes différents, mais convergents, et pour appeler, en raison de sa relative nouveauté, une réflexion innovante sur un État providence bien incapable d'assurer ce qu'il promettait : une certaine sécurité de destin. [...] Avec 67 % des répondants qui considèrent que dans vingt ans leurs conditions de vie seront moins bonnes, la France se situe au deuxième rang des pays les plus pessimistes (derrière l'Allemagne). Plus généralement, l'inquiétude est élevée en ce qui concerne le déclassement générationnel. La France est ainsi l'un des pays, avec l'Allemagne et la Suède, les plus inquiets sur le sort des générations futures. » (Damon 2010 : 84-86).

plus en plus lié au fantasme du changement (individuel ou collectif) du style de vie habituel, au point d'apparaître comme un véritable « ciment de l'ordre social » (Maurin 2010). Cette peur serait agitée pour décourager tout discours subversif, toute pleine normalisation de la décroissance qui, fort problématique dans l'immédiat mais promettant des effets bénéfiques sur l'environnement dans le moyen et, surtout, dans le long terme, pourrait devenir une option de plus en plus désirable⁹.

L'exemple donné et l'hypothèse formulée, bien que forcément limités, montrent bien comment les réactions à l'urgence, au tournant climatique-environnemental dépendent du choix des mots, de la valeur (positive-négative-neutre) que nous pouvons leur attribuer et des constructions discursives qui disent et catégorisent le présent et l'avenir.

C'est surtout l'avenir qui est en jeu. Nous sommes tous appelés à choisir entre une perspective de court et une perspective de moyen et de long terme. Cette dernière dépassant la durée de vie des individus qui aujourd'hui doivent s'investir dans le tournant climatique-environnemental, la responsabilité individuelle et sociale vis-à-vis des générations à venir est pleinement convoquée. Autrement dit, il faut apprendre – ou réapprendre ? – à vivre au-delà du temps qui est le nôtre, au-delà du temps présent et du futur proche, au-delà des intérêts et des préoccupations court-termistes qui nous affolent dans une société de plus en plus harcelée par la rapidité et la performance, de véritables valeurs à l'ère de la compétition globale¹⁰. Nous avons besoin, en dernier ressort,

⁹ « Il est important de bien distinguer (i) le déclassement lui-même, (ii) le sentiment éprouvé par ceux qui ont réellement fait l'expérience du déclassement, et (iii) la peur d'être un jour déclassé. Avoir peur, c'est fondamentalement un rapport à l'avenir. Ce n'est pas souffrir d'un échec ou d'une injustice passés, phénomène pour lequel le terme de ressentiment serait plus approprié. Certaines fractions des classes moyennes salariées du privé sont aujourd'hui incontestablement en cours de déclassement. Mais la peur du déclassement est une réalité bien plus universelle, permanente et mobilisatrice que le déclassement lui-même. Peur de perdre son statut pour les plus anciens, peur de ne jamais parvenir à en acquérir un pour les plus jeunes. » (Maurin 2010 : 89).

¹⁰ Quelques niches, malgré tout : le « tourisme lent », le « *slow food* »... exceptions promptement résorbées, cependant, dans le paradigme dominant économico-centrique sous forme de label.

d'une nouvelle narration collective : une narration instituant une communauté de destin pleinement consciente et responsable des équilibres socio-environnementaux.

Une communauté devenue enfin adulte.

Références

-
- AGRESTI, Giovanni. 2021. « Le complexe de Dom Juan. Le linguiste face à la crise environnementale ». Article initialement publié au format numérique : <https://blogs.mediapart.fr/giovanni-agresti/blog/130821/le-complexe-de-dom-juan-le-linguiste-face-la-crise-environnementale> (dernier accès le 26 mars 2023). Article publié ensuite en version élargie et papier dans : AGRESTI Giovanni. 2022. « Évitements discursifs, perdurance du paradigme et complexe de Dom Juan. Le linguiste face à la crise environnementale ». Dans : Francesco Attruia, Annafrancesca Naccarato, Adriana Orlandi, Chiara Preite (ed), « *Nous plongeons nos mains dans le langage* ». *Hommage à Paola Paissa*. Paris : L'Harmattan, pp. 177-194.
- AGRESTI, Giovanni. 2018. « Diversité linguistique, progrès scientifique, développement durable : les linguistes font signe », *Repères-Dorif. Autour du français : langues, cultures et plurilinguisme*, 17 (« Diversité linguistique, progrès scientifique, développement durable »), <https://www.dorif.it/reperes/giovanni-agresti-diversite-linguistique-progres-scientifique-developpement-durable-les-linguistes-font-sign/> (dernier accès le 26 mars 2023).
- AUSTIN, John Langshaw. 1962. *How to do things with words* [Quand dire, c'est faire]. Oxford : Oxford University Press.
- DAMON, Julien. 2010. « Les craintes à l'égard du déclassement », *Regards croisés sur l'économie* 2010/1 (n° 7), pp. 84-86.
- ECKERT, Henri. 2014. « Déclassement et hantise du déclassement », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 188, juillet-août-septembre 2014, mis en ligne le 30 septembre 2017, <http://journals.openedition.org/rfp/4552> (dernier accès le 25 mars 2023).
- FRANCESCO 2015. *Lettera Enciclica Laudato si' del Santo Padre Francesco sulla cura della casa comune*. Città del Vaticano : Libreria editrice Vaticana.
- LAFONT, Robert. 1990. *Le dire et le faire*. Montpellier : Praxiling.
- LAFONT, Robert. 1978. *Le travail et la langue*. Paris : Flammarion.
- LATOUCHE, Serge. 2006. *Le pari de la décroissance*. Paris : Fayard.
- MAURIN, Éric. 2010. « La peur du déclassement, ciment de l'ordre social ? », *Regards croisés sur l'économie*, 2010/1 (n° 7), pp. 87-91.

Introduction

Yannick Hamon, Université Ca' Foscari de Venise
Paola Paissa, Université de Turin

Les questions environnementales sont aujourd'hui la source d'importants flux quotidiens d'informations. Jamais elles n'auront été aussi présentes dans la presse, dans les conversations ordinaires, dans les allocutions politiques. Qu'il s'agisse de températures anormales par rapport aux valeurs typiques de saison, d'ouragans, de sécheresse, d'inondations ou d'incendies, d'érosion des côtes, de fonte des glaciers; qu'il s'agisse de possibles risques de catastrophe nucléaire, de carences énergétiques et des conséquences économiques qui en découlent, les individus, les sociétés, les organisations semblent peu à peu prendre conscience de la vulnérabilité environnementale qui impose une réflexion de fond (politique, économique, sociétale) non seulement sur les causes des défis environnementaux et les répercussions auxquelles nous sommes confrontés, mais aussi sur ce que les différentes parties prenantes en disent. L'impression d'ensemble est celle de fortes divergences, notamment sur le plan idéologique (remise en question ou défense du modèle politico-économique), sur le plan des postures (sobriété *vs* pragmatisme technologique ; écologie positive *vs* écologie punitive et culpabilisante) ou encore sur le plan du vécu personnel des victimes directes du changement climatique. Les discours qui témoignent des positionnements idéologiques gagnent ainsi à être compris dans leurs intersections complexes, car en dépit d'une apparente divergence, nous sommes fondés à penser que des formes de convergence peuvent se dessiner pour mettre en évidence des phénomènes de plus en plus manifestes qui peuvent avoir un impact progressif et irréversible sur les individus et les sociétés : de quelles divergences et de quelles convergences les discours peuvent-ils être les témoins actifs ?

Avec ce volume, nous avons voulu rendre compte de la pluralité des instances discursives qui poussent les sphères publique et privée à s'interroger sur les défis environnementaux. Alors que la masse globale de ces discours augmente au fil d'événements qui affectent les populations et les communautés aux quatre coins de la planète, les cris d'alarme, les appels à la responsabilité, les expertises, les injonctions ou le déni d'urgence traduisent des attitudes axiologiques et idéologiques qui tendent, parfois à

l'extrême, les positions des individus, des organisations, des pouvoirs sur les multiples questions que pose l'environnement. Or, les réponses proposées par les individus, les groupes et le pouvoir politique ou économique sont tout aussi multiples. En somme, le sentiment qui se dégage est celui de discours qui s'enchevêtrent, se recoupent, ou se repoussent à la façon de particules électriques. Nous avons rassemblé dans le présent ouvrage des analyses qui observent et examinent les discours environnementaux aussi bien sur le plan du langage qui les exprime que sur le plan des contextes au sein desquels ces mêmes discours naissent et se propagent, cherchant, sous différentes voix, à impliquer la conscience individuelle et collective autour des défis écologiques qui bousculent les (éco)systèmes et font basculer des vies dans des situations dramatiques, voire tragiques.

Trois volets ont émergé des différents travaux qui constituent le volume : en premier lieu, les conséquences de l'activité humaine sur le climat. En second lieu, la circulation plurimédiale de ces mêmes discours et enfin la nature des discours émis par les organisations, politiques et économiques. Tandis que l'analyse des arguments écologiques inaugure le volume, la perspective sociologique et socio-épistémologique permet ensuite d'inscrire l'environnement en tant que sujet dans une réflexion sur le cadre social et institutionnel au sein duquel gravitent les atomes discursifs qui font la matière de cet ouvrage.

L'article situé en ouverture est exemplaire du phénomène d'entrelacement d'orientations apparemment irréconciliables qui peuvent néanmoins coexister dans la sphère discursive et interdiscursive portant sur un même sujet. Laurence Vignes rapproche deux discours discordants sur le nucléaire au sein d'une même communauté discursive et montre la capacité de cette même communauté à dépasser les dissensus pour converger autour d'un objectif commun. Le discours promotionnel et le discours de prudence permettent d'agir, selon l'auteure, sur l'entreprise responsable de la sécurité pour cette énergie à risque sensible. L'étude est particulièrement actuelle dans une période marquée par la crise énergétique suscitée par le conflit ukrainien. Laurence Vignes nous rappelle le caractère clivant de la question du nucléaire au sein de la société française et l'opposition farouche de la communauté scientifique et de la sphère politique écologiste. Sa contribution s'efforce de comprendre comment peuvent se rejoindre deux discours en apparence opposés : le discours publicitaire d'EDF d'une part

et, d'autre part, le discours institutionnel qui reconnaît les risques de cette énergie controversée. Après un rappel des principales étapes du débat autour du nucléaire, l'auteure fait le portrait de cette communauté discursive animée par le souhait de développer cette énergie : le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), l'IRSN (Institut de Radioprotection et de sûreté nucléaire) et les opérateurs industriels, dont EDF. Pour ce qui est du discours publicitaire, le corpus analysé est constitué de documents vidéo et papier produits sur 25 ans, avec, pour balises, les deux grandes catastrophes de Tchernobyl et Fukushima. Il ressort de cette analyse des publicités une tentative de banalisation de l'énergie qui recourt à l'humour pour associer le nucléaire à l'électricité et contribuer ainsi à dédramatiser l'adjectif « nucléaire ». En outre, surfant sur la vague du réchauffement climatique, les arguments écologiques mis en avant par EDF vont puiser dans un lexique imprécis et jouer sur la confusion autour de l'émission de CO₂ qui, selon ses promoteurs, est absente avec le nucléaire. L'énergie atomique est alors associée aux énergies renouvelables, vantée comme réponse au réchauffement climatique, passant sous silence le CO₂ impliqué par sa production. De la faible émission de CO₂ au *bas-carbone*, le discours publicitaire joue sur les escamotages, le flou, l'imprécision et pratique selon Laurence Vignes la stratégie du *greenwashing* contre laquelle les associations vont porter plainte avec des succès mitigés. L'auteure analyse ensuite la formule (au sens que lui donne Krieg-Planque) « un accident nucléaire est possible en France » par laquelle les instances chargées de la sûreté nucléaire vont paradoxalement chercher à rassurer la sphère publique et faire accepter socialement le développement de l'énergie controversée. Si la catastrophe de Tchernobyl est restée invisible dans les médias en termes d'images relayées par la télévision, celle de Fukushima, sources d'un impressionnant flux d'images, suscite davantage de remous du fait qu'elle se produit dans un pays conçu comme technologiquement développé. La formule est alors proposée sous une nouvelle forme : « il faut imaginer l'inimaginable », qui pousse les autorités chargées de la sûreté du nucléaire à adopter une stratégie susceptible de relancer l'acceptabilité sociale des coûts induits par la sécurisation des installations. Cependant, la cible de cette reformulation déontique change, car ce n'est plus à la population mais c'est à EDF qu'elle s'adresse, en vue de pousser l'opérateur à agir avec des

investissements nécessaires et massifs. L'hypothèse émise par l'auteure selon laquelle la divergence d'objectifs entre les deux instances énonciatives (promotion pour l'exploitant, sécurité et risque pour l'institution) peut amener à une dissonance cognitive est finalement contrebalancée par le fait que l'autorité chargée de la sûreté nucléaire est également désireuse de continuer à développer le nucléaire civil et pousse l'exploitant, EDF, à s'engager dans la sécurisation de ses installations. La stratégie de légitimation du nucléaire en tant que réponse aux défis climatiques a donc de beaux jours devant elle, car l'énergie qu'elle promeut pourrait, selon l'auteure, entrer dans la taxonomie verte européenne.

Anneliese Depoux, François Gemenne et Olivier Aïm s'interrogent quant à eux sur les discours portant sur le changement climatique au prisme des récits médiatiques qui l'associent à la crise sanitaire de la COVID-19. Les auteurs prônent une analyse communicationnelle comparée pour mieux comprendre la volonté de certains militants écologistes de faire converger les discours liés à l'urgence sanitaire suscitée par la crise de la COVID-19 et ceux que provoque l'urgence climatique. En effet, les auteurs expliquent que les mesures imposées par la crise sanitaire ont profondément impacté les modes de vie des individus au sein des sociétés (confinement et ralentissement économique). Or, l'idée est de faire émerger l'argument selon lequel les changements climatiques, non circonscrits à une période d'urgence (difficile en effet de parler de *crise* quand les premiers signes de réchauffement ont été relevés dès les années 1970), exigent de prendre acte des responsabilités humaines et de la nécessité d'agir sur les comportements. Toutefois, cet argument qui ressort de la narration de crise, présente le risque de rappeler un traumatisme et l'anxiété, aussi virale que la maladie, qui en a découlé. Aussi cette contribution permet-elle de situer les campagnes de communication dans le cadre de récits argumentatifs qui gagneront, selon les auteurs, à converger non vers un stress collectif, mais plutôt vers une sensibilisation progressive à l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Erica Lippert aborde la communication présidentielle d'Emmanuel Macron autour d'une représentation iconique du changement climatique, le Mont Blanc. L'auteure part d'un enregistrement vidéo publié sur Youtube d'une allocution d'Emmanuel Macron pour faire émerger l'*ethos* écologique du président à travers un discours qui, en raison des propriétés du support, présente des caractéristiques polysémiotiques et

polyphoniques. E. Lippert étudie la superposition des paradigmes éthotiques et pathémiques qui émergent des choix sémantiques ainsi que des dispositifs énonciatifs adoptés par le président. L'observation est menée par le biais d'une analyse qualitative s'appuyant sur le logiciel Tropes. Elle passe au crible la mise en récit des réponses présidentielles face au changement climatique. Comme pour l'article précédent, les thématiques de la responsabilité humaine et les comportements à adopter sont au cœur du discours présidentiel qui entend faire valoir ses engagements grâce à des stratégies argumentatives qui voient se superposer, moyennant une tonalité fortement pédagogique, l'expertise scientifique et la prise en charge politique. L'auteure observe ainsi un certain nombre d'indices énonciatifs et montre notamment que si la plasticité du pronom «on» dessert finalement la prise en compte de la communauté citoyenne dans le discours, c'est avant tout au profit, non seulement du discours scientifique, mais surtout à l'avantage de la construction de l'*ethos* d'un président qui cherche à faire valoir son engagement et son pouvoir d'action sur les changements climatiques.

Le deuxième volet que nous avons voulu faire ressortir intéresse les discours environnementaux qui naissent et se propagent via les supports numériques. Francesco Attruria et Stefano Vicari se proposent de comprendre le traitement des discours sur Greta Thunberg à travers les mêmes dont elle fait l'objet. Après avoir dégagé les deux propriétés propagatrices du même (réplication virale sur la toile et réplication matricielle), ainsi que leur grammaire génétique (image, texte et combinaison des deux), les deux auteurs mettent l'accent sur la haine dont ils sont porteurs quand ils visent la figure iconique du mouvement *Fridays for Future*. Contrairement à l'attitude macronienne analysée dans l'article précédent, la représentation symbolique de la lutte écologiste se voit ici attaquée et malmenée. Attruria et Vicari mettent en évidence la nature idéologique des manipulations polysémiotiques opérées pour dénigrer Greta Thunberg. Or le dialogisme (inter)discursif dont participe le même puise dans la culture populaire pour déplacer et modifier à des fins argumentatives l'image de la jeune femme, qu'il s'agisse d'associations à Hitler ou au personnage de Mercredi de la famille Addams. Le fond de ces contre-discours visant à délégitimer Greta Thunberg met surtout l'accent sur les dérives totalitaires d'une écologie radicale jusqu'au-boutiste et punitive. Les auteurs montrent bien, à travers de nombreux exemples,

comment les recontextualisations de l'image et des discours attribués à l'égérie des jeunes écologistes conduisent à la propagation d'un discrédit général, non seulement de la figure iconique qui l'incarne, mais mènent aussi à la circulation d'un discours polémique et haineux porteur de désinformation. Si, selon Stefano Vicari et Francesco Attruia, la viralité de ces discours en apparence humoristique ne s'accompagne pas forcément d'une critique violente de l'écologie en soi, la structure des mêmes anti-Greta Thunberg se signale par l'absence foncière d'une réelle argumentation, le discours relevant avant tout du paralogisme et de la pure calomnie sur la personne et sur l'icône.

La contribution de Laura Santone interroge, elle aussi, les discours numériques, mais elle le fait du point de vue de la communication institutionnelle. L'auteure s'attache à montrer les ressorts sur lesquels s'appuie la campagne française « Coup de pouce vélo », qu'il s'agisse des rouages publicitaires mis en œuvre par le gouvernement français pour promouvoir une plus large utilisation du vélo, mais aussi des relais sur Twitter. L'analyse de son corpus a notamment pour objectif de mettre en évidence les mécanismes de « co-construction du sens et de responsabilité collective à l'aune de la mobilité empathique ». Ainsi cette notion de responsabilité qui était également soulignée pour la communication présidentielle sur le Mont Blanc se trouve ici mobilisée, convoquant un ensemble de stratégies argumentatives mises en œuvre pour faire valoir une écologie positive, dynamique, porteuse d'emploi et accessible. L'auteure fait émerger l'entrecroisement des modalités d'expression du point de vue et de la prise en charge, en vue de la construction d'une « mobilité empathique », qui se manifeste par l'émergence d'un « nous » démocratique. Le dispositif co-énonciatif qui ressort de l'analyse du corpus étudié signale l'intention de co-construire un point de vue partagé entre destinataires et structure étatique. Après les divergences virulentes observées dans les discours contre Greta Thunberg, la communication autour du « Coup de pouce Vélo » dénote quant à elle une logique de convergence qui se traduit par les choix pronominaux, verbaux, mais aussi par la mise en page des affiches de la campagne. Ainsi, l'auteure décrit le concours mutuel des instances énonciatives dans la production d'un appel collectif à un projet à « haute valeur sociale et planétaire » qui implique l'engagement et la responsabilité de « tous ». Les propriétés d'agrégation du hashtag sur twitter, envisagé comme marqueur de mobilité empathique,